

La lettre de la zone franc

N° 1 • Juillet 2013

SOMMAIRE

- » Faits saillants 1
- » ASS : léger ralentissement en 2012 de la croissance économique 2
- » Accélération de la croissance en UEMOA 3
- » Zoom sur... le Mali 4
- » Maintien en CEMAC d'un trend de croissance soutenue 5
- » Tableau de bord Principales données 6



ÉDITORIAL

Avec cette première lettre de la zone franc, la Banque de France a voulu partager avec la communauté économique et financière son analyse de la situation économique africaine, particulièrement dans la zone franc.

La lettre de la zone franc apportera chaque semestre un éclairage sur les grandes tendances de l'évolution macroéconomique de la zone franc, en la resituant dans le contexte de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble.

Cette revue de l'actualité économique sera également l'occasion d'examiner plus en détails un sujet d'actualité, consacré à un pays, à une région ou à une thématique particulière.

Le focus de notre premier numéro est consacré au Mali, qui semble engagé dans la voie du redressement, avec l'appui de ses partenaires au développement, après une année 2012 particulièrement douloureuse.

Faits saillants

- En 2012, les pays de la zone franc ont enregistré de solides performances de croissance, dépassant celles de l'Afrique sub-saharienne (ASS) pour la première fois depuis 2009. La croissance a atteint 6,4 % en UEMOA et 6,6 % en CEMAC, contre 4,8 % en ASS.

- En Afrique de l'Ouest, l'activité économique a été tirée par la forte reprise en Côte d'Ivoire (+ 9,8 %), et ce en dépit de l'entrée en récession du Mali (- 1,2 %) et de la Guinée-Bissau (- 1,5 %). Sur le plan économique, les effets de la crise dans ces pays sur les autres membres de l'UEMOA sont restés jusqu'ici contenus.

- En CEMAC, l'activité a continué de croître à un rythme soutenu, mais la performance de cette zone reste étroitement corrélée aux résultats du secteur pétrolier. La diversification des économies de la région et la sortie du « tout pétrole » restent le défi majeur à moyen terme, dans un contexte de baisse, lente mais régulière, de la production pétrolière.

Retrouvez ici
les actualités
de la zone franc

www.banque-france.fr

1

Dernières publications

L'impact de la crise de la zone euro sur la zone franc : analyse des canaux de transmissions

Hélène Ehrhart, Luc Jacolin,
Bulletin de la Banque de France n°190,
4^e trimestre 2012

» <http://www.banque-france.fr/publications/bulletins-de-la-banque-de-france/les-bulletins-de-la-banque-de-france.html>

Volatilité des prix des matières premières et recettes fiscales : le cas des pays en développement

Hélène Ehrhart,
Samuel Guérineau,
Document de travail de la Banque de France n°423,
février 2013 (en anglais)
» <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/la-recherche/documents-de-travail/document/423.html>

Does migration foster exports? An african perspective

Hélène Ehrhart,
Maëlan le Goff,
Emmanuel Rocher,
Raju Jan Singh, CEPII
working paper n° 2012-38,
décembre 2012
» <http://www.cepii.fr/CEPII/en/publications/wp/abstract.asp?NoDoc=5106>

Les perspectives des unions monétaires africaines

Bruno Cabrillac,
Emmanuel Rocher,
Revue d'économie financière n°110, juin 2013
» <http://www.aef.asso.fr/parution.jsp?prm=67705>

Afrique subsaharienne : léger ralentissement en 2012 de la croissance économique

L'activité en Afrique subsaharienne a continué de croître en 2012 (4,8 %), à un rythme similaire à celui enregistré depuis 2010. L'activité de la région a été portée par la demande intérieure, et notamment par l'investissement.

Les pays exportateurs de pétrole ont poursuivi leur expansion, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,4 % en 2012 après 6,1 % en 2011, tiré notamment par l'Angola (+ 8,4 %) et le Nigéria (+ 6,3%).

Les pays à faibles revenus ont enregistré de solides performances (+ 5,7 %) et, pour la première fois depuis 2009, la croissance en zone franc a été plus soutenue que dans l'ensemble de l'ASS.

Pour les pays à revenus intermédiaires (Afrique du Sud notamment), comme pour les pays émergents plus globalement, le rythme de croissance a en

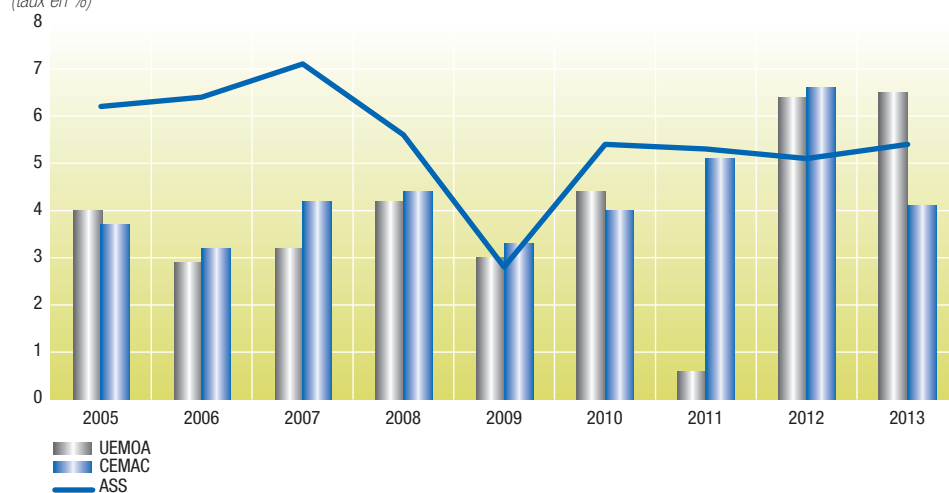
revanche été affecté par le moindre dynamisme de la demande mondiale, notamment européenne.

Le taux d'inflation annuel moyen en ASS est resté stable en 2012, à 8,9 % en moyenne, contre 9,3 % l'année précédente, et devrait décélérer en 2013 à 7,2 %. Cela résulte d'un ralentissement de la hausse des cours des matières premières et de politiques monétaires devenues moins accommodantes dans les pays où l'inflation est élevée.

En 2013, le rythme de croissance du PIB réel en ASS devrait rester soutenu, à 5,4 %, grâce au dynamisme des industries extractives et à l'expansion de la consommation intérieure et de l'investissement. Le FMI a signalé néanmoins qu'en cas de dégradation de l'environnement économique international et/ou de persistance de conflits dans certains pays, ces prévisions pourraient être revues à la baisse.

Croissance du PIB réel

(taux en %)



Sources : BCEAO, BEAC, FMI

L'activité en Côte d'Ivoire a enregistré en 2012 une croissance de 9,8 %, portée par l'expansion des secteurs tertiaire et secondaire avec le forage de nouveaux puits de pétrole et une hausse des investissements publics dans les infrastructures.

Pour la première fois depuis 2007, la balance des transactions courantes a été déficitaire, suite à la forte progression des importations de biens qui a réduit l'excédent commercial.

En juin 2012, la Côte d'Ivoire a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, ouvrant la voie à un allègement de sa dette publique, qui est passée de 69,4 % du PIB en 2011 à 32,4 % en 2012.

En 2013, l'activité devrait à nouveau croître à un rythme soutenu (9,0 % selon la BCEAO).

En 2012, l'UEMOA a retrouvé le chemin de la croissance (hausse de 6,4 % du PIB réel après + 0,7 % en 2011), portée notamment par la reprise économique en Côte d'Ivoire et une campagne agricole particulièrement favorable. Celle-ci a bénéficié de bonnes conditions climatiques ainsi que des effets des réformes agricoles entreprises par les États membres pour améliorer la productivité de ce secteur.

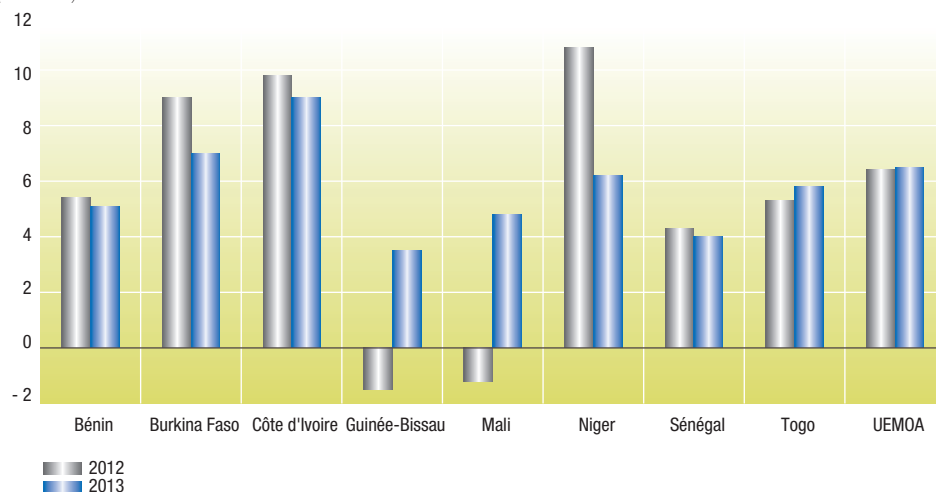
En 2012, l'inflation a décéléré (+ 2,4 % après 3,9 % en 2011) avec la fin de la crise en Côte d'Ivoire, qui avait conduit à une flambée des prix, et grâce aux mesures

mises en œuvre pour contenir la hausse des prix des denrées alimentaires.

En 2013, la croissance devrait se consolider dans tous les pays de l'Union. L'activité devrait progresser de 6,5 %, grâce à l'augmentation de la productivité agricole et à l'essor de la production extractive. Les programmes d'investissements publics dans les infrastructures devraient également contribuer à la croissance. La fin des troubles sociopolitiques au Mali et en Guinée-Bissau devraient en outre permettre à ces pays de renouer avec la croissance. L'inflation devrait rester contenue, à 2,3 %, grâce à la baisse des prix des céréales locales.

Croissance du PIB réel

(taux en %)



Source : BCEAO

Reprise de l'activité attendue pour 2013 et risques de contagion contenus

Le Mali a enregistré en 2012 une contraction de son PIB réel de 1,2 %. Ce repli s'explique par la mauvaise campagne agricole 2011-2012 et surtout par la crise politique et sécuritaire qui a frappé le pays au cours de l'année passée. Le coup d'État militaire de mars 2012 et l'occupation du nord du territoire par des mouvements djihadistes ont fortement affecté les activités du secteur tertiaire (tourisme, construction).

Les performances économiques devraient marquer un net redressement en 2013, la BCEAO prévoyant une croissance de 4,8 % du PIB réel, portée par l'augmentation des productions agricoles, d'or et de coton. Les comptes du commerce extérieur du Mali se sont nettement dégradés en 2012 et devraient le demeurer en 2013, avec une balance des paiements déficitaire. Le niveau de réserves de change est néanmoins resté satisfaisant (3,3 mois d'importations de biens et services en 2012 contre 4,3 mois en 2011), mais pourrait passer sous le seuil critique de 3 mois à partir de 2013.

Le déficit de la balance des paiements a résulté pour partie de l'arrêt, en mars 2012, des versements de l'aide au développement par les institutions internationales et les bailleurs bilatéraux, à l'exception de l'aide d'urgence. Alors que les dons devaient représenter 2,9 % du PIB en 2012, ils se sont finalement limités à 0,7 %, contre 3,9 % en 2011. En 2013, l'aide au bénéfice du Mali devrait progressivement repartir à la hausse. Le FMI a ainsi mis en place une première facilité de crédit rapide (18,4 millions de dollars) en février 2013, pour une durée d'un an, et a annoncé le 10 juin 2013 le déblocage d'une seconde facilité de crédit pour 15,1 millions de dollars. La Banque mondiale a par ailleurs annoncé, en juillet 2012, la reprise de son aide, et l'UE et la France se sont engagées à hauteur respectivement de 250 et 150 millions d'euros, ces montants intégrant le coût de l'intervention militaire française et de l'aide logistique apportée par les pays de l'UE.

À la mi-novembre 2012, le Mali a accumulé des arriérés sur sa dette extérieure représentant 0,5 % du PIB. Le pays a par ailleurs négocié avec les banques de l'UEMOA un rééchelonnement d'une partie de sa dette intérieure, les obligations et les bons du Trésor étant prolongés aux mêmes conditions. La loi de finances 2013 prévoit un déficit de 1 % du PIB, qui serait atteint via une réduction de certaines dépenses budgétaires et une hausse de la taxation sur les ventes de produits pétroliers.

La crise sécuritaire au Mali ne devrait avoir qu'un impact limité sur la situation économique de l'Union. En effet, du fait du poids économique relativement faible du Mali dans l'UEMOA, l'interruption des relations commerciales avec le nord du pays ne devrait pas peser sur les indicateurs économiques des pays membres. En revanche, il subsiste un risque de diffusion des troubles sociopolitiques, notamment aux pays qui soutiennent l'intervention militaire au Mali, comme l'a illustré la prise d'otage d'In Amenas en Algérie.



Maintien en CEMAC d'un trend de croissance soutenue

La **Guinée équatoriale** devrait entrer en récession en 2013, avec une forte contraction de son PIB réel (- 12,4 %). Cela résulterait principalement de la baisse de 12,7 % de la production pétrolière. Alors que cette évolution devrait se traduire par une contraction de 2,6 % de l'activité dans ce secteur, le recul de l'activité dans le secteur non pétrolier serait le plus remarquable (- 29,6 %). Avec une diminution de 12,9 % des recettes totales en 2013, les investissements publics s'inscriraient en effet en net repli (- 45,4 %).

En 2012, la croissance du PIB réel en CEMAC a accéléré à + 6,6 %, après 5,2 % en 2011, portée par le secteur non pétrolier. L'activité a été soutenue majoritairement par la consommation intérieure (contribution de 9,4 points de pourcentage), notamment privée (8,4 points), tandis que la contribution de la demande extérieure à la croissance a été négative de 6,7 points. Le secteur tertiaire reste le principal moteur de la croissance, notamment grâce à la téléphonie mobile et au dynamisme de la consommation privée. Les activités agricoles et extractives (hors pétrole) ont également contribué positivement à la croissance en 2012. Si les investissements publics (hausse de 40,8 % des dépenses publiques en capital sur un an) ont soutenu l'activité du BTP, ils ont aussi contribué à l'apparition d'un déficit budgétaire. Pour la première fois depuis 2000, le solde budgétaire global (base engagements hors dons) est ressorti déficitaire, à - 2,7 % du PIB, après un excédent de 2,4 % du PIB en 2011. La CEMAC compte à présent un double déficit. Le déficit du compte courant, dons inclus, s'est en effet creusé à - 6,0 % du PIB, après - 3,1 % en 2011, sous l'effet de la dégradation de la balance commerciale et de la hausse des coûts du fret, qui a aggravé le déficit de la balance des services.

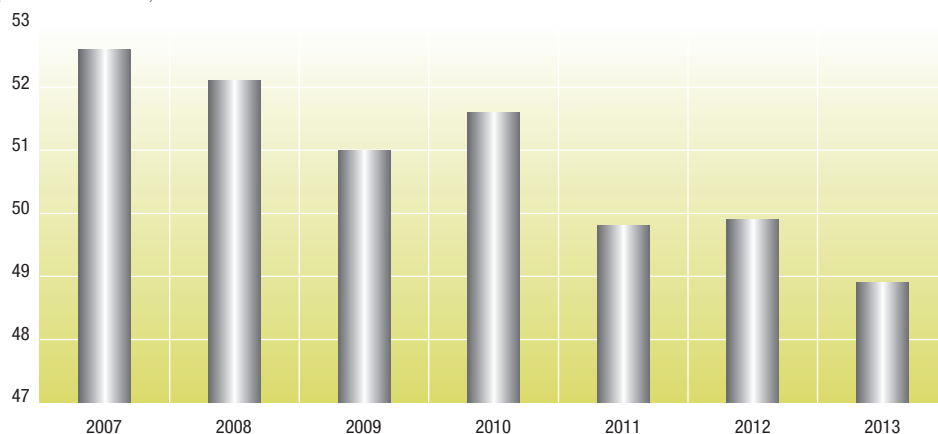
Reflétant le dynamisme de la demande intérieure, des pressions inflationnistes sont apparues en 2012, le taux d'inflation moyen étant ressorti à 3,7 % contre 2,7 % en 2011. L'insuffisance de l'offre de produits locaux a accentué cette tendance. Cependant, tenant compte des incertitudes de la conjoncture internationale, la BEAC a décidé laisser inchangées ses conditions d'intervention.

En 2013, le rythme de croissance devrait ralentir (+ 4,1 % du PIB réel), du fait de la forte baisse des investissements publics (- 18,4 %). La demande extérieure devrait s'accroître et soutiendrait la croissance (à hauteur de 4,8 points), tandis que la contribution de la demande intérieure serait négative (- 0,7 point), du fait notamment de la baisse de l'investissement et du ralentissement de la consommation privée. L'inflation devrait décélérer et s'établir à environ 2,7 % selon la BEAC.

En 2013, la production pétrolière de la région devrait reculer de 1,8 % et cette tendance pourrait s'accroître. Ceci aurait pour conséquence de réduire les recettes fiscales des États et pourrait transformer l'excédent budgétaire enregistré jusqu'en 2011 en un déficit budgétaire chronique. La BEAC prévoit ainsi que la part des recettes pétrolières dans les recettes fiscales totales serait ramenée de 68,2 % en 2012 à 55,1 % en 2015.

Évolution de la production pétrolière en CEMAC

(en millions de tonnes)



Source : BEAC

Tableau de bord Principales données

(en % du PIB)

	UEMOA				CEMAC			
	2010	2011	2012e	2013p	2010	2011	2012e	2013p
Comptes intérieurs								
Taux de croissance du PIB réel	4,4	0,7	6,4	6,5	4,0	5,2	6,6	4,1
Recettes budgétaires	17,8	17,3	19,3	19,3	27,0	27,9	26,6	26,4
Recettes fiscales	15,8	15,6	17,1	17,2	-	-	-	-
Dépenses totales	23,2	23,7	26,2	24,8	25,5	25,5	29,3	26,6
Dépenses en capital	7,1	7,0	9,0	9,3	13,0	13,7	17,4	14,0
Solde budgétaire global hors dons	- 5,4	- 6,4	- 4,8	- 5,5	1,5	2,4	- 2,7	- 0,2
Dette publique	42,6	50,8	42,9	42,6	17,4	16,9	17,8	18,4
Comptes extérieurs								
Exportations	13,3	7,2	7,6	8,2	35,1	21,9	7,4	- 3,9
Importations	16,8	- 1,2	17,4	7,4	16,0	16,3	18,3	- 7,4
IDE	2,3	- 6,0	4,9	14,5	-	-	-	-
Balance des transactions courantes, dons inclus	- 4,8	- 3,0	- 6,5	- 6,4	- 4,1	- 3,5	- 6,0	- 5,0
Politique monétaire								
Taux d'inflation	1,4	3,9	2,4	2,3	1,6	2,7	3,7	2,7
Variation de la masse monétaire	15,6	11,1	8,3	9,1	24,7	17,8	17,3	8,9

Sources : BEAC et BCEAO

2013

2014

CALENDRIER

8 avril

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Dakar)
» Communiqué

8 et 9 mai

Réunion des gouverneurs des banques centrales des pays francophones (Versailles)

2 octobre

Réunion des experts des ministères des Finances et des banques centrales des pays membres

3 octobre

Réunion des ministres des Finances de la zone franc (Bercy)
Présentation du Rapport annuel de la zone franc

début février

Colloque consacré à l'intégration financière en Afrique (en association avec la FERDI)

Éditeur

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Directeur de la publication

Marc-Olivier Strauss-Kahn

Rédacteur en chef

Emmanuel Rocher

Ont participé à la rédaction de cette lettre

Agnès Dufour et Hélène Ehrhart

Réalisation

Direction de la Communication
Service des Publications économiques

Maquette

Pierre Bordenave et Angélique Brunelle



Version internet

» <http://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc/rapports-annuels-de-la-zone-franc.html>

Version papier

comozof@banque-france.fr